

ConSoPPa

Les conséquences sociopsychologiques des politiques agricoles

Étude interdisciplinaire et comparative Suisse-France-Québec

Yvan DROZ, Valérie MIEVILLE-OTT, Dominique JACQUES-JOUVENOT

Avec la collaboration de Laurence DESCHAMPS-LEGER, Lucie JOUVET, Ginette
LAFLEUR, Sylvie GUIGON, Jean-Jacques LAPLANTE

Synthèse du rapport final

Mai 2012

Des exploitations agricoles familiales sous pression

Le projet ConSoPPa

Le projet ConSoPPa (**conséquences sociopsychologiques des politiques agricoles**) a évalué les effets de l'évolution des politiques agricoles sur la situation sociale et de santé des éleveurs laitiers québécois, francs-comtois et suisses romands. Nous avons conduit une centaine d'entretiens dans ces trois régions. Parallèlement à ces enquêtes qualitatives, Ginette Lafleur, dans le cadre de son travail de doctorat en psychologie communautaire à l'Université du Québec à Montréal, a recueilli quelque 1800 questionnaires sur la santé psychologique des éleveurs laitiers dans les trois régions. L'analyse de ces questionnaires est en cours. Nous en présentons ici quelques résultats préliminaires.

Le projet a développé un partenariat pluridisciplinaire entre institutions académiques (l'Institut de hautes études internationales et du développement à Genève, l'Université du Québec à Montréal, l'Université de Franche-Comté) et organisations professionnelles impliquées dans le milieu agricole (La Coop fédérée au Québec, la Mutualité sociale agricole de Franche-Comté et AGRIDEA en Suisse). Il a réuni sociologues, anthropologues, économiste, psychologue communautaire et médecin du travail.

Faits saillants pour la Suisse

Des réformes agricoles incessantes

Depuis la fin des années 80, les conditions cadres de l'agriculture changent à un rythme soutenu : PA2002, PA2007, PA2011 et bientôt PA14-17... Derrière ces acronymes, de nombreuses mesures ont été introduites : mise en place des paiements directs généraux, prestations écologiques requises, normes pour le bien-être des animaux, etc. Autant d'exigences envers le monde agricole qui vont en se multipliant. Sans nier l'importance et la légitimité de beaucoup de ces mesures, force est de constater que les agriculteurs et les paysannes doivent constamment s'adapter à de nouvelles normes de production et à des exigences environnementales. Les contrôles administratifs et les formulaires multiples sont ressentis négativement, tant par la charge en travail qu'ils représentent que par l'idéal de soi qu'ils contrarient : on ne devient pas éleveur pour se retrouver assis derrière un ordinateur !

Un rythme de changement incompatible avec les cycles de production

Tout chef d'entreprise est amené à s'adapter et à trouver les meilleurs produits pour répondre au marché et adapter son organisation en conséquence. Mais la production agricole présente des contraintes que peu d'autres entreprises connaissent. Elle doit composer avec les cycles du vivant, animaux et plantes, avec les conditions météorologiques, avec les cycles de la famille de l'exploitant qui modifient la petite entreprise familiale. Ses moyens de production, machines, bâtiments et terres, représentent de lourds investissements engageant l'exploitant sur une longue période. Changer d'orientation de production ou se lancer dans de nouveaux créneaux ne peut se faire du jour au lendemain. C'est une démarche dont l'horizon temporel dépasse largement les 4 ans, rythme des réformes de la politique agricole.

Un contexte incertain difficile à maîtriser

Planifier une entreprise agricole est donc une démarche à moyen ou long terme. Initier de nouvelles productions, adapter un bâtiment, investir dans de nouvelles machines, devient très difficile quand

l'horizon planifiable est court, tant sur le plan économique que politique. Les prises de décision deviennent aléatoires et demandent un certain goût du risque.

Une pression économique croissante

La libéralisation des marchés agricoles induit une pression économique croissante. Les prix des produits agricoles baissent et l'agrandissement des exploitations est vu très souvent comme la seule solution pour la survie du domaine. Cette course à l'agrandissement va de pair avec des investissements accrus et donc une augmentation de l'endettement. Par ailleurs, elle se heurte aux limites des surfaces disponibles et implique que l'agrandissement des uns ne peut se faire que par la disparition des autres. L'ambiance dans les campagnes devient parfois délétère.

Évolution du taux d'endettement des exploitations laitières dans les trois régions - 2000-2009

	2000			2009		
	Actif total	Dettes totales	ratio	Actif total	Dettes totales	ratio
Suisse¹						
Lait montagne	646'650	272'214	42.1 %	821'254	369'564	45 %
Lait plaine	809'372	335'182	41.4 %	967'861	406'502	42 %
Franche-Comté²	246'000	67'000	27.2 %	373'000	142'000	38 %
Québec (\$CAN)³	1 657 409	397 416	24 %	2 464 616	793 980	32 %

1 : Dépouillement centralisé des données comptables (ART)

2 : Agreste Franche-Comté, Numéro 156 - Juillet 2011

3 : StatCan (<http://www5.statcan.gc.ca/subject-sujet/theme-theme.action?pid=920&lang=fra&more=0>)

L'écart entre les revenus dans le secteur agricole et ceux des autres secteurs dits comparables est loin de se combler. Il atteint 33% pour une exploitation laitière en plaine et 65% pour une exploitation laitière de montagne. En comparaison, l'écart est de 16% en Franche-Comté et de 17,2% au Québec.

	CH lait de plaine 2007/2009 ¹ (CHF)	CH lait de montagne 2007/2009 ¹ (CHF)	Franche-Comté 2009 ³ (Euro)	Québec 2009 (\$CAN)
Revenu par unité de travail / an	48 213 ¹	25 012 ¹	15'100 ³	52 2885
Salaire comparable	72 311 ²	61 347 ²	17'874 ⁴	63 0896
Différentiel	- 33 %	- 59.1 %	- 15.5 %	- 17,2%

1 : Office fédéral de l'agriculture, Rapport 2010 ; revenu du travail par UTAF (280 jours/an).

2 : Office fédéral de la statistique.

3 : Agreste n°156 juillet 2011, revenu par actif non salarié.

4 : Insee, Revenus fiscaux des ménages¹ en 2009 : comparaisons régionales ; revenu médian par Unité de consommation en Franche-Comté.

5 : AGEco, Enquête sur les coûts de production. Revenu net agricole familial.

6 : Statistique Canada, revenu familial moyen pour une famille biparentale avec un seul revenu.

¹ Le revenu fiscal correspond à la somme des ressources déclarées par les contribuables sur la déclaration des revenus, avant tout abattement. Le revenu fiscal comprend ainsi les revenus d'activité salariée et indépendante, les pensions d'invalidité et les retraites, les pensions alimentaires reçues, certains revenus du patrimoine ainsi que les revenus sociaux imposables : indemnités de maladie et de chômage.

Une charge en travail qui augmente

L'intensification du travail a aussi beaucoup augmenté, la quantité de lait livrée par exploitation a presque doublé en 10 ans (de 79'000 kg elle est passée à 127'000 kg²), alors même que la quantité de main-d'œuvre employée sur l'exploitation diminuait de 10%.

Un filet social peu convaincant

Les assurances sociales jouent un rôle important dans la santé physique et psychologique des agriculteurs. Ainsi, le système suisse d'assurances privées déploie des effets négatifs sur les producteurs de lait. Tant pour l'assurance maladie que pour l'assurance perte de gain, le producteur optera très généralement pour des formes d'assurance lui permettant de payer les primes les moins élevées, à savoir une franchise haute pour l'assurance maladie et accidents et un délai d'intervention long pour l'assurance perte de gain. Ceci induit un rapport aux soins minimaliste : visites rares chez le médecin, à titre curatif, très rarement préventif. En cas de maladie ou d'accident, l'agriculteur devra continuer de travailler ou reporter la charge de travail sur son entourage familial ou professionnel pendant le délai d'intervention de son assurance perte de gain, en général d'un mois.

En France, le système de la sécurité sociale garantit une prise en charge relativement confortable des frais médicaux. En revanche, la dépression n'est pas prise en charge par le système actuel. Les assurances-vie et les assurances sur les hypothèques constituent une particularité québécoise dont les effets potentiellement pervers mériteraient d'être étudiés dans une perspective comparative. En effet, ces assurances versent les primes contractuelles et effacent les dettes de l'exploitation agricole en cas de décès de l'agriculteur, y compris par suicide.

Situation psychosociale : un constat alarmant

La situation sociopsychologique des éleveurs laitiers de Suisse romande, de Franche-Comté et du Québec est préoccupante. Elle montre un haut niveau de stress et de détresse psychologique, avec la présence d'idées suicidaires nettement plus marquée que dans le reste de la population. Le rapport au corps et à la santé est imprégné d'une conception du métier rude et virile. On ne s'arrête qu'en cas de maladie ou d'accident grave. Un découragement se fait sentir quant à l'avenir du métier, lié à un manque de reconnaissance, à la pression économique, à l'incertitude des décisions politiques.

Si l'aspect multifonctionnel de l'agriculture peut garantir la soutenabilité écologique et l'économie administrée sa survie économique, la question sociale et psychologique reste à défricher. Ainsi, une politique de santé publique, telle qu'elle existe en France, grâce au réseau des MSA, paraît un exemple dont l'on peut s'inspirer. Celle-ci exige d'être accompagnée d'une politique familiale permettant à la femme – comme à l'homme – de fonder une famille dans des conditions qui autorisent la prise en charge des enfants et des ascendants, tant au sein du cercle familial que dans des structures adéquates : système de crèches en milieu rural, soutien à l'accompagnement des ascendants et des enfants au sein des familles, service de remplacement facilitant les vacances ou les week-ends, assurances sociales et maladie garantissant une prise en charge adéquate en cas d'accident ou de maladie, accompagnement des petites entreprises en cas de ruptures familiales, absence d'incitation au suicide sous forme d'effacement des dettes.

² Statistiques laitières, TSM fiduciaire.

La santé physique et psychologique est donc liée à l'environnement social et politique des producteurs. La présence d'un conjoint et d'enfants représente un facteur protecteur : nos interlocuteurs évoquent moins de détresse psychologique s'ils vivent en couple et ont des enfants. En revanche, une séparation conjugale rompt l'équilibre de l'entreprise agricole, tant sur le plan de la main-d'œuvre disponible que sur celui de la santé psychologique (détresse) et physique (surcharge).

Quels que soient les pays, le fait de ne pas avoir d'enfant semble interdire les départs en vacances. Ainsi, l'agriculteur sans descendance se trouve doublement isolé : il ne quitte que rarement son entreprise et y vit seul ou avec un conjoint ou un parent.

Les questionnaires de Ginette Lafleur : des résultats édifiants

« Merci à vous de vous pencher sur ce grave problème de la qualité de vie de nos exploitations, des exploitants et de leurs fermes. Nous faisons le plus beau métier du monde, mais SOS à l'agriculture. »
Témoignage d'un producteur laitier suisse, 2010

Les questionnaires recueillis par Ginette Lafleur³ dressent un bilan alarmant : 55% des producteurs laitiers suisses romands se sentent très stressés, 36% perçoivent leur situation économique comme très difficile ou difficile, près de la moitié se trouve dans un état de détresse psychologique élevée, 7% ont eu des idées suicidaires sérieuses lors des 12 derniers mois. L'état de détresse psychologique tout comme les autres indicateurs de santé psychique sont fortement liés à la perception de la situation économique.

Le niveau de stress quotidien

Comme on peut le constater à la figure 1, la Suisse se démarque avec la plus forte proportion de producteurs laitiers trouvant leurs journées «extrêmement» ou «assez» stressantes (54,8% c. 44,7% pour le Québec et 40% pour la France). En outre, 62% des producteurs suisses romands et francs-comtois de lait industriel éprouvent un niveau élevé de stress versus 45% des producteurs laitiers québécois. Dans chacun des pays, une autoévaluation négative de la situation financière est liée à une perception d'un niveau de stress quotidien plus élevé. Ainsi, 85,7% des producteurs de lait suisses se déclarant en très grande difficulté financière éprouvent un stress élevé comparativement à 32,5% de ceux pour qui tout va bien financièrement.

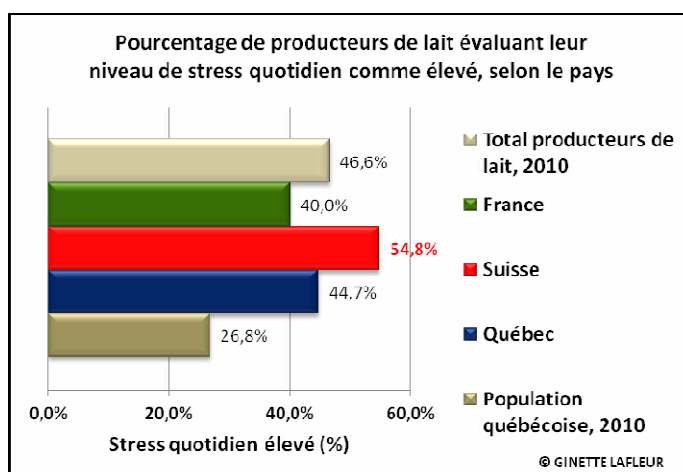


Figure 1

Détresse psychologique⁴

³ 627 questionnaires ont été collectés en Suisse romande en février et mars 2010.

⁴ La détresse est mesurée à l'aide de l'Échelle de détresse psychologique K6 (Kessler et autres, 2002).

D'autres résultats sont inquiétants puisqu'on note que 49% des producteurs de lait suisses et québécois se situent à un niveau élevé de l'échelle de détresse psychologique tout comme 45% des producteurs de lait français. On n'observe pas de relation significative entre la détresse psychologique et le pays. En revanche, proportionnellement plus de femmes que d'hommes se situent à un niveau élevé de détresse psychologique (figure 2). Par ailleurs, on remarque que la prévalence de la détresse psychologique élevée est nettement supérieure chez les producteurs laitiers se percevant en difficultés financières (figure 3).

Figure 2

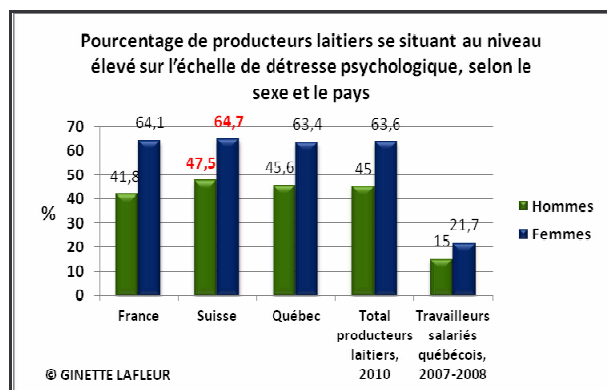
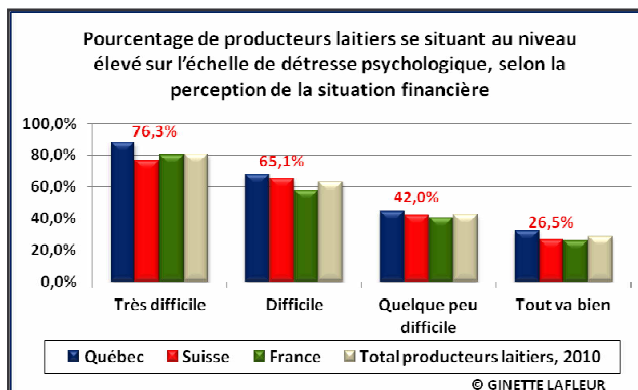


Figure 3



Idées suicidaires

Enfin, il est apparu que 7% des producteurs suisses de lait ont sérieusement songé au suicide au cours des douze derniers mois (figure 4). Cette proportion grimpe à 20,3% chez les répondants suisses se déclarant en très grande difficulté financière (figure 5).

Figure 4

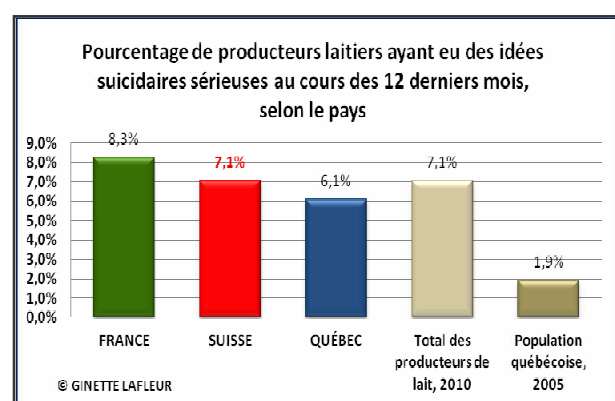
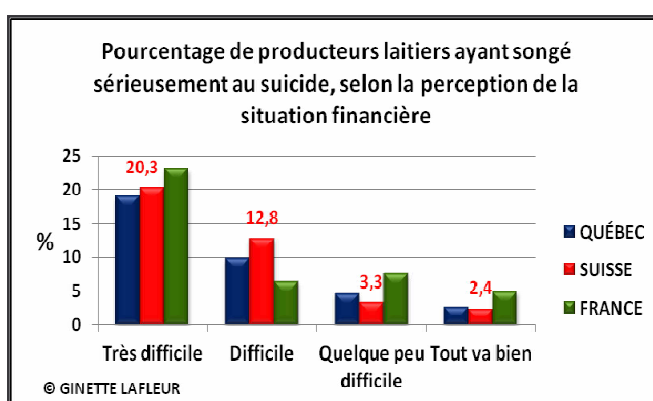


Figure 5



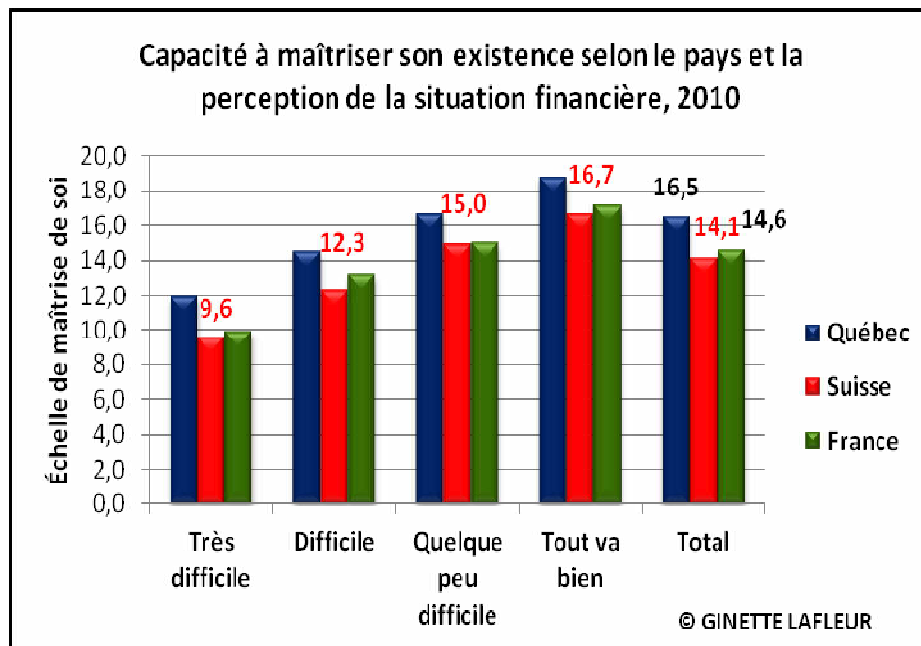
Capacité à maîtriser son existence⁵

⁵ Échelle basée sur les travaux de Pearlin & Schooler (1978). La maîtrise de son existence, c'est l'ampleur de la croyance qu'a une personne que ses choix dans la vie sont sous son contrôle.

Le sentiment de maîtriser sa vie est un important facteur de protection de la santé physique et psychique. Une personne ayant un score élevé de maîtrise de soi gère mieux les situations de stress qu'une personne chez qui

conviction
les
laitiers
les moins
dans ce
sentiment
de son
supérieur

de lait
Dans
pays, ce
contrôle
selon la
difficultés
(figure 6).



cette
est faible. Or,
producteurs
suisses sont
bien armés
domaine. Le
d'être maître
existence est
chez les
producteurs
québécois.
chacun des
sentiment de
diminue
perception de
économiques

Figure 6

« Je trouve bien votre travail en espérant que cela puisse intervenir pour soulager certains agriculteurs qui travaillent énormément, mais qui n'arrivent pas à boucler le mois et désespèrent. Métier magnifique mais tellement exigeant. »

Témoignage d'un producteur laitier suisse, 2010

Enseignements de la comparaison internationale

Des trois régions d'étude, c'est le Québec qui se trouve dans la situation la plus favorable au niveau économique. Le revenu agricole y augmente régulièrement depuis plus de 10 ans. Bien que cette situation montre aussi d'autres aspects moins positifs, tels que l'augmentation importante de l'endettement, due notamment à l'achat des quotas laitiers, elle est clairement favorable à une ambiance de travail plus stable et sereine pour les agriculteurs. Manifestement, les résultats d'une politique agricole protectionniste et multifonctionnelle suscitent de nouvelles interrogations sur une politique agricole orientée vers la libéralisation intensive des marchés.

Ainsi, la gestion de l'offre garantit une meilleure situation socioéconomique aux agriculteurs. Dans le contexte d'une économie de libre-échange, ce modèle ne peut se défendre que pour une production destinée au marché intérieur, ce qui est le cas pour une grande partie de la production laitière. En outre, elle se doit d'être associée à une conception multifonctionnelle de l'agriculture qui maintient la biodiversité des zones rurales et contribue à l'entretien du paysage, voire à un habitat décentralisé qui évite la désertification de régions entières.

Le fait de travailler dans un contexte économique plus prévisible représente un facteur de protection face aux risques psychosociaux. Globalement parlant, les éleveurs québécois paraissent être moins touchés par le stress que leurs collègues suisses romands.

Recommandations

L'un des constats majeurs de notre recherche consiste en l'absence de données statistiques comparables dans les trois régions et ceci quel que soit le type de données. Selon les pays, les données sont inexistantes ou maintenues confidentielles par des entreprises privées (par exemple les caisses maladie en Suisse). Les chiffres concernant la santé physique et psychique des agriculteurs en Suisse sont souvent lacunaires ou inexistantes.

La mise en place d'un dispositif d'accompagnement des familles paysannes en Suisse pourrait s'inspirer des expériences menées par nos collègues en France, notamment dans le cadre de la Mutualité sociale agricole et par nos collègues québécois (association *Au cœur des familles agricoles* par exemple ou l'initiative des travailleurs de rang).

La situation de santé et psychologique dans le monde agricole est alarmante dans nos trois régions d'étude. Il est dès lors fort préoccupant de constater une importante lacune en termes d'indicateurs précis et détaillés de la santé et des accidents dans la population agricole. Il est urgent de mettre en place un système de monitoring de ces questions : statistiques sur les maladies, accidents et décès auprès des agriculteurs indépendants, qui ne sont le plus souvent pas pris en compte dans les statistiques existantes (les chiffres concernent prioritairement les salariés agricoles, qui ne constituent qu'une part minoritaire de la main-d'œuvre dans nos régions d'étude). Dans cette perspective, il importe de contraindre les caisses maladie privées à rendre leurs données publiques afin de pouvoir comparer la situation agricole aux autres catégories socioprofessionnelles de manière beaucoup plus systématique. Créer un observatoire des risques psychosociaux en agriculture est un vrai défi posé aux administrations publiques qu'il devient urgent de relever.

Par ailleurs, l'endettement s'aggrave dans les trois régions. Des mesures de plafonnement devraient être discutées avec les représentants du monde agricole.

Un autre facteur aggravant en termes de stress et d'incertitude est la volatilité des prix mondiaux auxquels sont de plus en plus connectés les prix intérieurs. Or, le lait s'exporte très peu sur les marchés internationaux, car il est avant tout destiné aux marchés intérieurs. Dès lors, il paraît nécessaire de réfléchir à des mesures permettant de déconnecter les prix du lait intérieurs des prix mondiaux qui ne concernent qu'un volume marginal.

Maintenir ou inventer de nouveaux mécanismes de régulation des marchés laitiers domestiques nous semble être indispensable. D'une part, cela permettrait de diminuer les facteurs de risques psychosociaux tels que l'incertitude, la non-maîtrise de son avenir, le stress ou encore la détresse psychologique ; et d'autre part, de relever les enjeux environnementaux, sociaux et territoriaux de l'agriculture.